



Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement



ACTES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE DAKAR (CEID)

*Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide,
inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 2 et 3 mai 2023

AFRIQUE SUBSAHARIENNE : UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE FREINÉE PAR DES CHOCS MULTIPLES

JEAN-DAMASCÈNE HABARUREMA, Ministère des Finances du Québec et Observatoire de la Francophonie économique, Canada

RÉSUMÉ : Les économies africaines ont bien résisté à la pandémie de la COVID-19, mais les chocs subséquents (la guerre en Ukraine, le resserrement des conditions financières, la chute des monnaies, la détérioration de la gouvernance) ont ralenti l'activité, renchéri le coût de la vie, détérioré la situation budgétaire, alourdi l'endettement et déclenché une pénurie du financement. Cette croissance moyenne occulte les différences importantes entre les économies de la région. Elle est tirée vers le bas par les faibles performances des grandes économies de la région comme l'Afrique du Sud et le Nigéria. Par ailleurs, plus de 16 pays affichent des taux de croissance supérieur à 5 % en 2023. Une hausse annuelle du PIB réel de 3,5 % est insuffisante pour améliorer le niveau de vie de la population dont la croissance dépasse 2 %. Nous recommandons une transformation des matières premières, une amélioration de la productivité, l'implantation de la Zone de libre-échange continentale et l'amélioration de la gouvernance.

MOTS-CLÉS : Économies africaines, perspectives, impact, COVID-19

Les idées et opinions exprimées dans les textes publiés dans les actes de la CEID n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UCAD ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Introduction

En Afrique, la pandémie de la COVID-19, la guerre en Ukraine et le resserrement des conditions financières mondiales ont mis fin à une embellie relative de plus de deux décennies. Toutefois, la croissance économique avait atteint un plateau avant la pandémie en raison de la stagnation voire la diminution des sources de financement du développement, du retard de la productivité, du ralentissement continu de l'investissement et de la faible participation des économies africaines aux chaînes de valeur mondiales.

Malgré le rebond de la croissance au cours des deux dernières décennies, les pays du continent africain accusent un retard dans l'amélioration du niveau de vie de la population et de ses composantes, la productivité et l'emploi.

Notre communication vise à présenter les perspectives économiques des pays africains et l'impact négatif majeur des crises de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine sur l'activité économique de la région, principalement un repli de la production et une aggravation de la pauvreté et des inégalités, une envolée de l'inflation, une détérioration des finances publiques et une aggravation de l'endettement. Nous utilisons les statistiques de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le premier chapitre présente l'impact de la pandémie de la COVID-19 et des chocs subséquents sur les économies africaines. Nous analysons les effets sur la croissance économique et le niveau de vie de la population, sur le coût de la vie, sur les finances publiques et sur l'endettement.

Dans le second chapitre, nous montrons comment la prospérité des économies africaines est compromise par le ralentissement continu de l'investissement et une pénurie de financement.

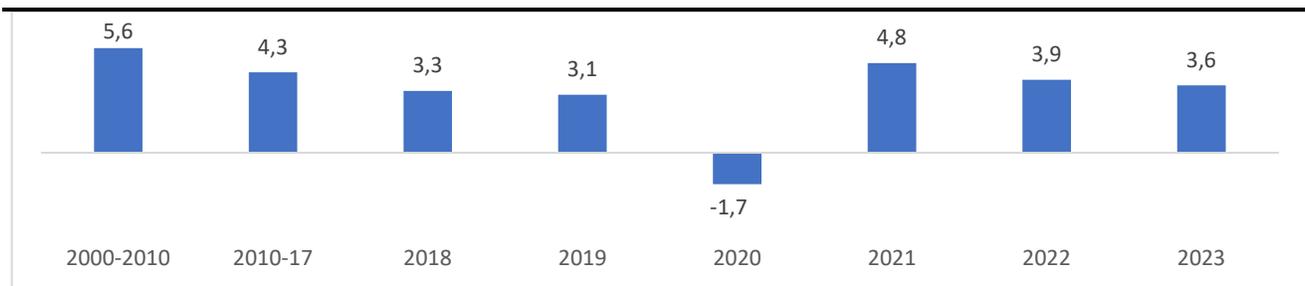
Le troisième chapitre porte sur les opportunités pour une croissance durable, inclusive et verte.

I. Impact de la COVID-19 et des chocs subséquents sur les économies africaines

I.1. Une croissance freinée par plusieurs chocs et déséquilibres macroéconomiques

La croissance économique en Afrique subsaharienne a ralenti en 2022 à 3,9 %, après un rebond de 4,8 % en 2021, en raison des répercussions persistantes d'une série de chocs successifs, principalement la pandémie de la COVID-19, la guerre en Ukraine, la hausse fulgurante de prix à la consommation et le resserrement de la politique monétaire pour lutter contre une inflation galopante et persistante. Le rebond de 2021 s'explique en partie par un effet de base alors que l'activité économique en 2020 était ralentie par la pandémie de la COVID-19 et que le PIB réel s'était contracté de 1,7 % sur le continent.

Graphique 1. Croissance du produit intérieur brut, Afrique subsaharienne, 2000-2023
(croissance en pourcentage)



Source : Fonds monétaire international, *Perspectives économiques mondiales* (avril 2023) et Banque mondiale, *Africa's Pulse* (avril 2023).

En 2023, la croissance économique en Afrique subsaharienne a poursuivi sa modération au début de l'année en raison de divers problèmes internes dans chaque pays et de l'aggravation des perturbations économiques extérieures.

La persistance d'une inflation élevée, le resserrement des conditions financières mondiales, un durcissement des politiques intérieures et une flambée de violence et de troubles sociaux dans certains pays freinent la croissance.

Les perspectives de croissance économique demeurent favorables malgré la modération pour l'ensemble de l'année 2023 à 3,6 %, après une hausse de 3,9 % en 2022, en raison principalement d'un contexte mondial difficile, d'importants déséquilibres macroéconomiques et d'une insuffisance de financement sur le continent.

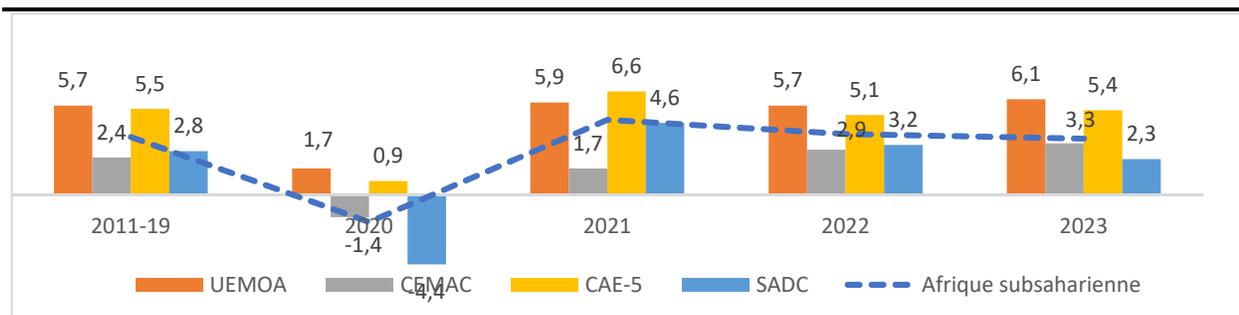
L'espoir au début de l'année 2023 qui laissait croire que l'ouverture de l'économie chinoise pourrait s'accompagner d'une forte demande de matières premières s'est estompé.

La croissance économique moyenne en Afrique subsaharienne occulte les différences importantes entre les économies de la région en fonction de leur dotation en ressources. Par ailleurs, la moyenne est tirée vers le bas par les faibles performances de certaines des grandes économies de la région comme l'Afrique du Sud et le Nigéria.

Il existe également des différences marquées entre les communautés régionales. Les pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et ceux de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE-5) ont enregistré depuis 2011 des croissances supérieures à 5 % à l'exception de l'année 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19. En 2023, la croissance moyenne des pays de l'UEMOA devrait s'établir à 6,1 % et celle des pays de la CAE à 5,4 %.

La croissance économique moyenne des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et celle des pays de la Communauté de développement d'Afrique australe est demeurée sous la moyenne du continent durant la période 2011-2023. En 2023, l'expansion de l'activité économique devrait se situer à 3,3 % en moyenne pour les pays de la CEMAC et à 2,3 % pour les pays de la SADC.

Graphique 2. Croissance du produit intérieur brut en Afrique subsaharienne, 2011-2023
(croissance en pourcentage)

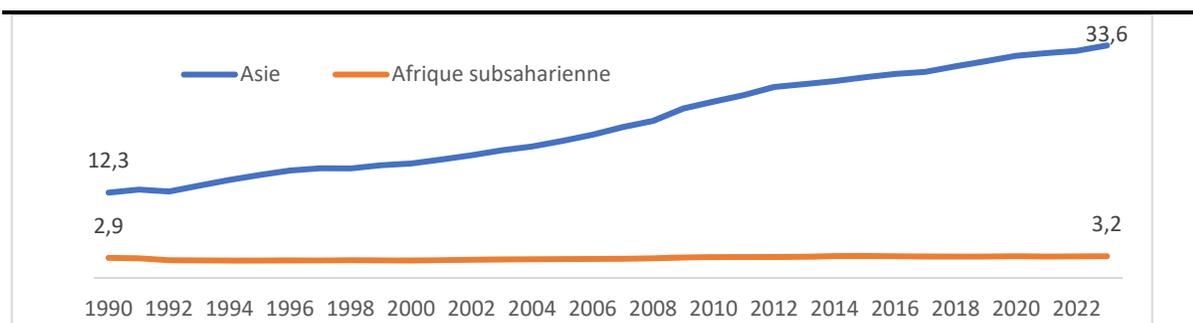


Source : Fonds monétaire international, *Perspectives économiques mondiales* (avril 2023).

I.2. Une stagnation de la part des économies africaines dans le PIB mondial

Malgré une embellie économique sur le continent pendant deux décennies, le poids de l'économie africaine dans l'économie mondiale a stagné et demeure marginal. En effet, la part des économies d'Afrique subsaharienne dans le PIB mondial est passée de 2,9 % en 1990 à 3,2 % en 2023, comparativement aux économies émergentes et en développement d'Asie dont la part est passée de 12,3 % à 33,6 % sur la même période.

Graphique 3. Part du PIB des pays africains dans le PIB mondial, 2000-2023
(croissance en pourcentage)



Source : Fonds monétaire international, *Perspectives économiques mondiales* (avril 2023) et Banque mondiale, *Africa's Pulse* (avril 2023).

I.3. Une forte augmentation du coût de la vie

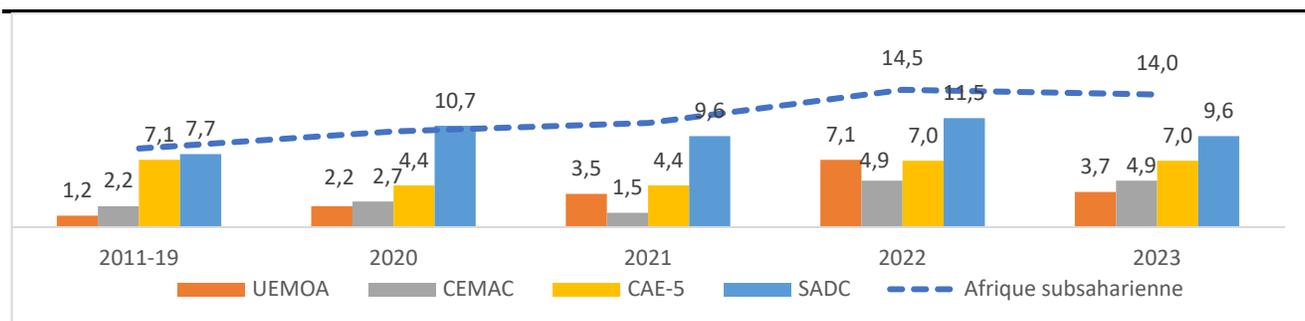
Le taux d'inflation moyen en Afrique subsaharienne s'est accéléré en 2022 pour atteindre 14,5 % comparativement à une hausse des prix de 11 % avant la guerre en Ukraine. Cette hausse a été soutenue par les prix des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que la dépréciation du taux de change.

Selon le Fonds monétaire international, la moitié des pays de la région sont en proie à une inflation supérieure à 10 %, qui réduit le pouvoir d'achat des ménages et frappe de plein fouet les couches les plus fragiles de la population.

Les communautés économiques de l'Afrique de l'Ouest et centrale affichent des niveaux d'inflation moins marqués que celle de l'Afrique de l'Est et australe.

Pour l'année 2023, le ralentissement de la demande mondiale, la baisse des prix des matières premières et les effets du resserrement de la politique monétaire devraient ralentir l'inflation à 14,0 % pour l'Afrique subsaharienne.

Graphique 4. Croissance de l'indice des prix à la consommation en Afrique subsaharienne, 2011-2023 (croissance en pourcentage)



Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (avril 2023).

I.4. Détérioration des finances publiques

La pandémie de la COVID_19 et la guerre en Ukraine ont considérablement compromis l'équilibre des finances publiques en Afrique en raison d'une contraction des recettes fiscales et d'une forte pression sur les dépenses budgétaires les gouvernements s'efforçant de répondre à la crise sanitaire et à la hausse du coût de la vie.

Le tableau 1 montre que le solde budgétaire en Afrique subsaharienne est passé de -3,3 % du PIB en moyenne sur la période 2011-19 à -6,4 % en 2020, avant de ralentir à -4,4 % en 2022.

Tableau 1. Solde budgétaire en Afrique subsaharienne (En pourcentage du Produit intérieur brut)

	2011-19	2020	2021	2022	2023
Afrique subsaharienne (48 pays)	-3,3	-6,4	-5,0	-4,4	-4,2
Afrique francophone (29 pays)	-2,8	-4,7	-3,8	-3,2	-2,8
Afrique du Nord	-4,6	-6,4	-5,0	-4,4	-4,2
CEMAC	-2,5	-2,0	-1,5	1,5	1,5
UEMOA	-3,0	-4,5	-4,1	-4,0	-4,1
SADC	-3,2	-6,4	-5,0	-4,4	-4,2
CAE-5	-4,3	-6,3	-6,1	-5,3	-4,3

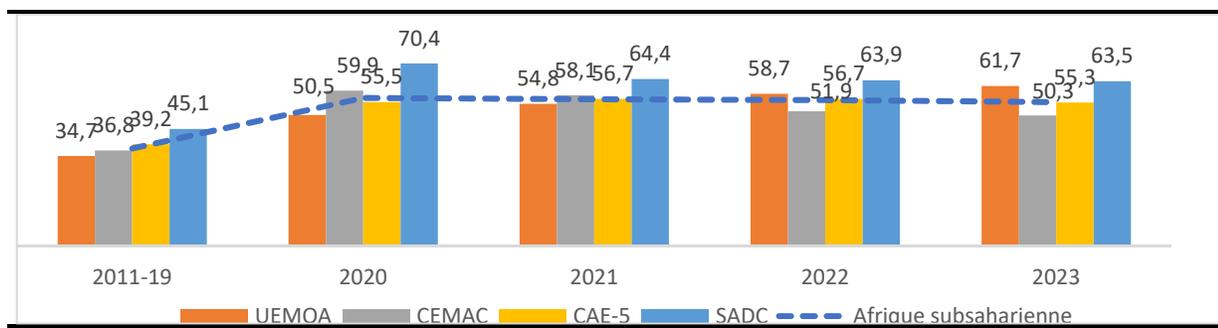
Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques mondiales (avril 2023).

Toutefois, les situations diffèrent selon les pays. Certains pays dont les finances publiques enregistraient un surplus en 2019 ont vu leur solde budgétaire basculer en zone de contraction, alors que d'autres en situation déficitaire en 2019 ont vu leur situation budgétaire se détériorer davantage.

I.5. Une explosion de la dette publique

La dette publique en Afrique subsaharienne a connu une forte augmentation avant le début de la pandémie de la COVID19, passant de 32 % du PIB en 2010 à 55,5 % en 2022. Le principal facteur de cette augmentation de la dette tient à la persistance de déficits primaires. L'augmentation rapide de la dette publique en Afrique subsaharienne (estimée à environ 1140 milliards de dollars contre 354 milliards de dollars en 2010) associée à une faible croissance du Produit intérieur brut a entraîné une augmentation rapide du ratio dette publique sur le PIB.

Graphique 5. Dette publique en Afrique subsaharienne, 2011-2023
(en pourcentage du PIB)



Source : Fonds monétaire international, *Perspectives économiques mondiales* (avril 2023).

La communauté économique de l'Afrique australe affiche un niveau d'endettement plus marqué par rapport à d'autres sous-régions du continent.

I.6. Un retard persistant du niveau de vie et une hausse de la pauvreté

Sur le continent africain, l'expansion de l'activité économique demeure insuffisante pour améliorer le niveau de vie de la population, ce qui fait perdurer la pauvreté et les inégalités dans un grand nombre de pays, en raison de leur croissance démographique plus élevée, du faible niveau de départ de leurs revenus, de l'accélération de l'inflation, de la faiblesse de l'épargne intérieure, des inégalités, des conflits et de la mauvaise gouvernance.

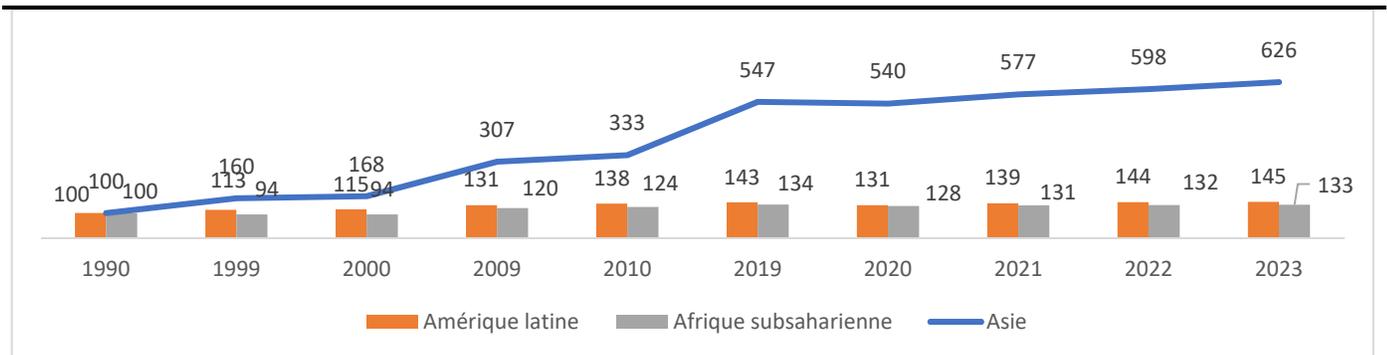
Le PIB par habitant moyen des pays de l'Afrique subsaharienne est passé de 2958 \$ (Parité des pouvoirs d'achat, dollars constants de 2017) en 1990 à 3948 \$ en 2023, soit une hausse totale de 33,5 % sur plus de trois décennies.

Aujourd'hui, le PIB par habitant en Afrique subsaharienne n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant la pandémie. En effet, il est passé de 3959\$ (Parité des pouvoirs d'achat, dollars constants de 2017) en 2019 à 3787 \$ en 2020 et à 3948 \$ en 2023. L'indice du PIB par habitant est passé de 133,8 en 2019 à 128,0 en 2020 et à 133,5 en 2023.

En comparaison, l'expansion moyenne du PIB par habitant des pays de l'Asie émergente et en développement a enregistré une hausse importante de 526 % sur la même période, passant de 2029

dollars, essentiellement en raison de la croissance chinoise qui a fait sortir près de 800 millions de personnes de l'extrême pauvreté depuis la mise en place des politiques de réformes et d'ouverture économique il y a quarante ans.

Graphique 6. Produit intérieur brut par habitant dans les pays de l'Asie émergente et en développement, de l'Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne
(Indice, 1990 = 100)



Source : Fonds monétaire international, *Perspectives économiques mondiales* (avril 2023) et Banque mondiale, *Africa's Pulse* (avril 2023), Banque africaine de développement, *Performance et perspectives macroéconomiques de l'Afrique* (janvier 2023).

Selon la Banque mondiale¹, la croissance du revenu par habitant estimée en Afrique subsaharienne à 1,0 en 2022 et 0,6 % en 2023, est insuffisante pour avoir un impact significatif sur la réduction de l'extrême pauvreté et la stimulation de la prospérité partagée à moyen et long terme. La faible élasticité de croissance de la pauvreté et la pandémie mondiale ont encore contribué à la lenteur de la réduction de la pauvreté dans la région.

Le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne est projeté à 34 % en 2023, par rapport au pic de 35,3 % de la période de la pandémie en 2020. Le Fonds monétaire international estime qu'environ 132 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2022.

II. Une prospérité compromise par un repli continu des investissements et une pénurie de financement

Bien avant la pandémie de la COVID-19, la croissance économique sur le continent africain avait atteint un plateau, principalement en raison du ralentissement de la croissance des investissements et de la diminution des sources de financement du développement.

II.1. Un ralentissement continu de l'investissement

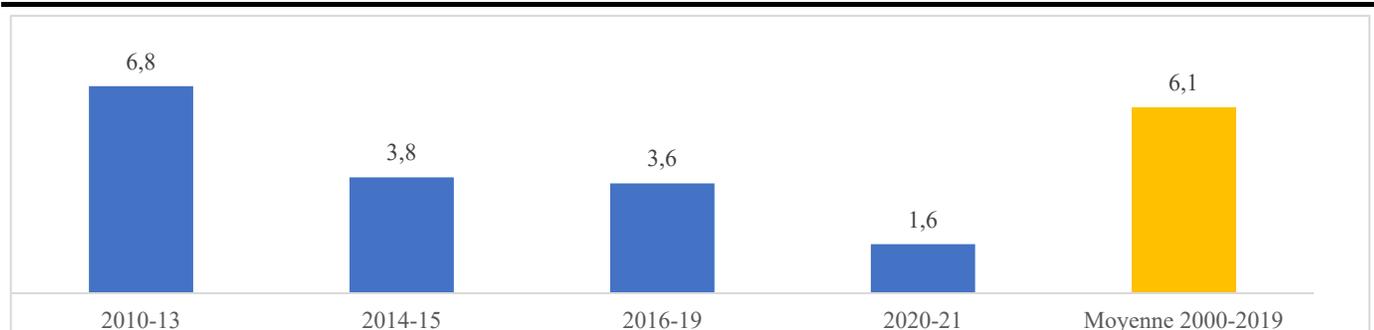
Selon la Banque mondiale, la croissance de l'investissement en Afrique subsaharienne a ralenti, passant de près de 6,8 % en 2010-2013 à 1,6 % en 2020-2021, bien en deçà de la moyenne à long terme sur la

¹ Banque mondiale, *Africa's Pulse*, avril 2023

période 2000-2019 qui était d'environ 6,1 %. Ce ralentissement a fait baisser la part de l'investissement dans le Produit intérieur brut de près de 3 points de pourcentage.

Graphique 7. Investissement en Afrique subsaharienne - 2010-2021

(variation annuelle en pourcentage)



Source : Banque mondiale, *Africa's Pulse* (avril 2023).

Parmi les sous régions du continent, la décélération de l'investissement a été plus marquée en Afrique de l'Est et australe, où la hausse de l'investissement est passée de 5,6 % en 2010-2013 à une contraction moyenne de 0,1 % en 2020-2021, entraînant ainsi une baisse la part de l'investissement dans le PIB de plus de 4 points de pourcentage au cours de la période.

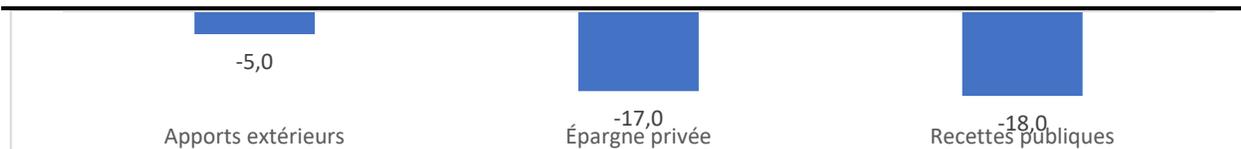
En Afrique de l'Ouest et centrale, le ralentissement de l'investissement a été moins important avec une expansion moyenne annuelle de 6,9 % en 2010-13 et de 3 % en 2020-21, ce qui implique une baisse du ratio d'investissement de la sous-région de 1,8 point de pourcentage du PIB.

II.2. Une baisse des principales sources de financement

Les principales sources de financement par habitant n'ont cessé de diminuer durant la période 2010-2018 comme le montre le graphique 7. Au cours de cette période, les apports extérieurs ont diminué de 5 %, alors que les recettes publiques et l'épargne privée ont reculé de 18 % et de 17 % respectivement.

Graphique 8. Principales sources de financement par habitant en Afrique subsaharienne

(variation en pourcentage entre 2010 et 2018)



Source : Organisation de la coopération et de développement économiques, *Dynamiques du développement en Afrique*, 2021.

Parmi les sources de financement extérieurs, les transferts de fonds par les migrants ont enregistré une augmentation soutenue et régulière au cours de la période 2014-2018 passant de 2,9 % du PIB en 2014 à 3,7 % en 2018.

Tableau 2. Évolution des sources de financement du développement en Afrique subsaharienne

	2014	2015	2016	2017	2018
	(en pourcentage du Produit intérieur brut)				
Investissements directs étrangers	2,1	2,5	2,1	1,9	2,0
Investissements de portefeuille	1,2	1,0	0,3	2,6	1,6
Transferts des migrants	2,9	3,2	3,2	3,6	3,7
Aide publique au développement	2,1	2,2	2,3	2,4	2,4
Total des apports extérieurs	8,4	8,8	7,9	10,6	9,7
Recettes publiques	20,7	18,9	18,0	19,2	20,7
Épargne privée	20,4	18,5	19,1	19,3	18,9
	(en milliards de dollars)				
Investissements directs étrangers	53,9	56,9	46,9	41,4	45,9
Investissements de portefeuille	30,4	22,2	6,2	58,1	36,5
Transferts des migrants	71,8	71,4	67,5	77,6	84,2
Aide publique au développement	54,1	50,1	50,4	53,8	55,3
Total des apports extérieurs	210,1	200,5	170,5	229,8	221,8
Recettes publiques	524,7	438,2	394,2	425,9	483,6
Épargne privée	507,0	419,6	408,2	415,6	427,8

Source : Organisation de la coopération et de développement économiques, Dynamiques du développement en Afrique, 2021.

II.3. Un contexte de financement très difficile

Selon un récent rapport² du Fonds monétaire international intitulé : « La grande pénurie de financement », l'Afrique subsaharienne fait face à une grande pénurie de financement qui risque de contraindre les pays à réduire les ressources budgétaires consacrées à des domaines essentiels de développement tels que la santé, l'éducation et les infrastructures.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette pénurie, principalement la récente diminution des investissements effectués par les partenaires, le tarissement de l'aide au développement, l'accès de plus en plus restreint aux financements privés.

La persistance de l'inflation mondiale et le resserrement des politiques monétaires ont entraîné une hausse des coûts d'emprunt pour les pays africains sur les marchés intérieurs et extérieurs.

Par ailleurs, la plupart des monnaies d'Afrique subsaharienne se sont affaiblies par rapport au dollar américain, attisant les pressions inflationnistes à travers le continent à mesure que les prix à l'importation flambent.

² Fonds monétaire international, Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, avril 2023.

Le taux de change effectif du dollar a affiché un niveau jamais atteint en 20 ans, ce qui a eu pour effet de renchérir le remboursement des dettes libellées dans cette monnaie. Au cours de la décennie écoulée, le ratio des paiements d'intérêts sur les recettes publiques a doublé.

III. Opportunités pour une croissance inclusive, durable et verte

Les récentes crises (la pandémie de la COVID-19, la guerre en Ukraine et l'instabilité du système financier) ont mis à jour les retards à rattraper et une opportunité pour les pays du continent africain de profiter de la réorganisation des chaînes de valeur mondiales.

Pour réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs et intérieurs et rattraper le retard dans l'amélioration du niveau de vie de la population et de la prospérité durable, les autorités publiques africaines devraient accorder la priorité à :

- 1) L'amélioration de la productivité du travail et la transformation productive des ressources naturelles.
- 2) La réduction des inégalités par la création d'emploi et le renforcement de la protection sociale.
- 3) Accélération de l'implantation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour profiter de la réorganisation des structures mondiales d'approvisionnement.
- 4) L'amélioration de la gouvernance en renforçant des institutions et cadres législatifs pour rassurer les investisseurs.
- 5) La prévention des conflits qui nuisent à la croissance et détruisent le capital humain et matériel.
- 6) L'accroissement des investissements dans les secteurs stratégiques pour attirer les Investissements directs étrangers, notamment en éducation, en santé et en technologies financières (Fintech), mais aussi en agro-industrie.
- 8) L'opportunité d'une économie numérique et verte.

Conclusion

Depuis le milieu des 1990, la croissance économique en Afrique subsaharienne s'est accélérée en raison principalement des facteurs internes comme les réformes structurelles, l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires ainsi que la baisse des conflits armés. Des facteurs externes ont aussi stimulé la croissance, principalement la hausse des cours des matières premières et la forte affluence de capitaux à la recherche de rendements élevés.

L'embellie économique sur le continent a été interrompue brutalement par la pandémie de la COVID-19, même si la croissance économique sur le continent africain avait atteint un plateau avec une expansion du Produit intérieur brut de 3,5 % en raison de la faible intégration dans l'économie mondiale, de la baisse de l'investissement et du repli des sources de financement.

Les pays africains sont confrontés à de multiples défis économiques, notamment l'inflation rapide, l'insécurité alimentaire, les emprunts coûteux et l'endettement croissant, aggravés par les chocs de la pandémie, de la guerre en Ukraine et du resserrement des conditions financières mondiales.

Les perspectives de croissance économique demeurent favorables malgré la modération pour l'année 2023 à 3,6 %, après une hausse de 3,9 % en 2022. Toutefois, cette croissance moyenne, tirée vers le bas

par les faibles performances des grandes économies de la région comme l’Afrique du Sud et le Nigéria, occulte les différences importantes entre les économies de la région. En effet, plus de 16 pays affichent des taux de croissance supérieur à 5 % en 2023.

En Afrique subsaharienne, le niveau de vie des populations demeure faible malgré une embellie économique sur une longue période. Selon la Banque mondiale, le revenu par habitant en Afrique subsaharienne devrait progresser de moins de 1 % par an en moyenne en 2023-2024.

Le ralentissement continu de l’investissement et le repli des principales sources de financement du développement constituent pour les économies africaines un contexte très difficile de financement.

Pour réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs et intérieurs et rattraper le retard dans l’amélioration du niveau de vie de la population, les décideurs publics africaines devraient accorder la priorité à l’amélioration de la productivité du travail et la transformation productive des ressources naturelles, à la création d’emploi et au renforcement de la protection sociale, à l’accélération de l’implantation de la Zone de libre-échange continentale africaine pour profiter de la réorganisation des structures mondiales d’approvisionnement, à l’amélioration de la gouvernance en renforçant des institutions et cadres législatifs pour rassurer les investisseurs et à l’accroissement des investissements dans les secteurs stratégiques pour attirer les investissements directs étrangers, notamment en éducation, en santé et en technologies financières, mais aussi en agro-industrie.

Bibliographie

- Banque africaine de développement, *Performance et perspectives macroéconomiques de l’Afrique*, janvier 2023.
- Banque mondiale, *Africa’s Pulse*, avril 2023.
- Fonds monétaire international, *Perspectives économiques mondiales*, avril 2023.
- Fonds monétaire international, *Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne*, avril 2023.
- Organisation de la coopération et de développement économiques, *Dynamiques du développement en Afrique*, 2021.